



# ► Note de synthèse

Juillet 2020 - Département des Entreprises, Unité des Petites et moyennes entreprises

## L'environnement favorable aux entreprises durables et la réponse post-COVID-19

Au-delà de la crise immédiate créée par la pandémie de COVID-19, les gouvernements doivent considérer comment reconfigurer leurs politiques pour promouvoir une économie plus résiliente et robuste, soutenue par des entreprises durables et des emplois plus productifs et décents<sup>1</sup>. Ce document fournit aux décideurs politiques des orientations sur la manière de traiter les priorités de réforme à moyen et à long terme<sup>2</sup>.

### ► 1. Introduction

#### 1.1 L'impact de la pandémie de COVID-19 sur les entreprises durables

La crise de l'économie et de l'emploi engendrée par la pandémie de coronavirus (COVID-19) a des effets de grande envergure sur les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) à travers le monde, sapant le développement d'entreprises durables et la création d'emplois décents et productifs<sup>3</sup>. Les efforts visant à contenir la propagation du virus ont perturbé les flux de production, réduit la demande de biens et services non essentiels et obligé les entreprises à suspendre ou réduire leurs opérations. Les économistes estiment qu'entre 40 et 60 millions de personnes au niveau mondial seront contraintes à l'extrême pauvreté en raison de la crise - la première augmentation de la pauvreté globale depuis 1998 (Mahler et al. 2020).

Environ 436 millions d'entreprises dans le monde opèrent dans les quatre secteurs économiques les plus touchés par la crise. Il s'agit des secteurs de l'industrie, de l'hébergement et restauration, du commerce

de gros et de détail et des activités immobilières et commerciales. Ensemble, ces secteurs représentent en moyenne plus de 30% du produit intérieur brut. Les travailleurs indépendants et les micro-entreprises représentent environ 70% de l'emploi mondial dans le secteur du commerce de détail, et 60% dans le secteur de l'hébergement et des services de restauration, ce qui reflète la grande vulnérabilité de ces secteurs dans la crise économique actuelle (ILO 2020a).

#### 1.2. L'environnement favorable pour les entreprises durables

L'OIT reconnaît le rôle primordial des entreprises durables dans la réalisation d'un travail décent et l'amélioration des conditions de vie. Les MPME durables créent plus d'emplois et de travail décent que les autres entreprises, tout en contribuant à réduire la pauvreté et les inégalités (Conférence internationale du travail, CIT 2015b). Cependant, ces entreprises sont extrêmement sensibles à la qualité de l'environnement des affaires, et vulnérables aux chocs externes. La CIT (2007) a réaffirmé le rôle essentiel des MPME ainsi que des

1 Cette note d'orientation se concentre exclusivement sur les MPME. Des recommandations de politique concernant les grandes entreprises peuvent être trouvées dans d'autres documents de l'OIT, tels que la note sur «[Les interventions pour soutenir les entreprises pendant la pandémie et la reprise du COVID-19](#)»

2 Des ressources supplémentaires sur la réponse à la crise pour les MPME, et en particulier l'appui au niveau des entreprises, sont disponibles sur [www.ilo.org/sme](http://www.ilo.org/sme).

3 L'Organisation mondiale de la santé indique que l'éruption du [coronavirus 2 du syndrome respiratoire aigu sévère \(SRAS-CoV-2\)](#) est responsable de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19)

coopératives et de l'économie sociale et solidaire dans la croissance économique et la création d'emplois, et a identifié les conditions requises pour des entreprises durables, soulignant la nécessité pour les décideurs politiques de répondre aux exigences économiques, sociales et environnementales qui leur sont imposées. Ces conditions sont sérieusement remises en cause dans la crise actuelle issue de la pandémie de COVID-19.

### 1.3. Des réformes pour une économie plus résiliente et robuste

Ce document fournit aux décideurs des conseils pratiques sur un nombre de domaines clefs de l'environnement des affaires touchés par la crise de la COVID-19, et sur la manière d'élaborer une réponse stratégique à moyen terme au-delà de la crise immédiate<sup>4</sup>. Bien que la levée du confinement et des autres restrictions sur l'activité économique conçues pour réduire le taux d'infection ne soit pas toujours aisée, les gouvernements doivent réfléchir soigneusement à la façon de gérer cette période et d'établir les bons paramètres politiques pour une reprise durable.

Au milieu de la crise, de nombreux gouvernements ont suspendu ou réduit des paiements associés à l'enregistrement et/ou l'agrément des entreprises, tout en repoussant les délais de déclaration des entreprises, telles que les déclarations de revenus et de sécurité sociale, et la soumission des états financiers<sup>5</sup>. Cela a permis pour de nombreuses entreprises en difficulté financière de « respirer ». À la suite de la réponse d'urgence, les gouvernements doivent maintenant

réfléchir à la manière de relancer l'économie et d'établir un « nouveau normal » post-COVID-19.

Une crise comme celle-ci offre l'occasion de réformes qui amélioreront considérablement les conditions de reprise et de développement des entreprises durables. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE 2010), à partir d'études de cas sur les réponses politiques aux crises nationales et internationales précédentes, constate que les réformes réglementaires sont « une option politique attrayante pour stimuler la reprise après une crise, en particulier lorsque d'autres alternatives politiques sont confrontées à des problèmes budgétaires ». Ces réformes produisent des avantages économiques à court et à long terme, conduisant à une productivité plus élevée, et à une hausse de la consommation, de l'investissement étranger direct et de l'emploi. De plus, une crise comme celle-ci crée une occasion unique pour les gouvernements de « reconstruire mieux ». Il est peu probable que des modèles de croissance économique « comme si de rien n'était » antérieurs à la COVID-19 réapparaissent. À tout le moins, les gouvernements voudront assurer une plus grande résilience économique et des entreprises plus fortes et plus robustes. Cette période offre également des opportunités de rendre la reprise économique plus inclusive et durable. Cela comprend des réformes qui encouragent la transformation économique vers une économie verte et à faible empreinte carbone, ainsi que des filets de sécurité sociale plus solides, de meilleures politiques de l'emploi et un cadre législatif du travail adéquat pour les employeurs et les travailleurs des MPME.

## ► 2. Un cadre pour des réformes de politique

### 2.1. Passer des réponses immédiates aux réformes de moyen et long terme

Bon nombre des problèmes rencontrés par les MPME à la suite de cette pandémie ne sont pas dus à une mauvaise gestion, à des marchés encombrés ou à une défaillance des systèmes de marché. Les difficultés découlent plutôt des réponses politiques prises par les gouvernements face à l'urgence de la menace sanitaire mondiale. Aujourd'hui plus que jamais, la politique gouvernementale doit continuer de protéger la société

et guider l'économie vers un avenir plus résilient et durable.

Lorsque la crise a éclaté, de nombreuses entreprises ont dû s'adapter rapidement et recourir à des mesures d'urgence pour réduire ou suspendre temporairement leurs opérations. Les politiques de confinement s'assouplissant, les entreprises peuvent recommencer ou augmenter leurs opérations. Cependant, de nombreuses MPME disposent de moins de ressources financières et peuvent avoir été contraintes de licencier ou de suspendre temporairement leur personnel. En conséquence, elles ne seront pas en mesure de passer rapidement à pleine vitesse et pourraient être

4 L'OIT a identifié trois phases distinctes de la crise du COVID-19: (1) la réduction générale de l'activité économique due aux mesures de prévention de la propagation; (2) la réactivation de l'activité économique une fois la propagation du virus maîtrisée; et (3) reprise de la croissance économique, promotion de la durabilité et de la résilience des entreprises (Conférence Internationale du travail 2020d).

5 Par exemple, voir: OIT (2020d) et le Groupe Banque mondiale (2020b)

## ► Note de l'OIT

L'environnement favorable aux entreprises durables et la réponse post-COVID-19

soumises à de nouvelles perturbations du marché et des politiques.

Les politiques de confinement sont assouplies au fil du temps, les gouvernements surveillant la situation et gérant les dangers de nouvelles flambées d'infection (pour éviter ou atténuer l'impact des infections à coronavirus de «deuxième vague»). Par conséquent, les entreprises vont devoir fonctionner sous diverses formes de contraintes: ces restrictions varieront selon le secteur d'activité, et la productivité des entreprises continuera d'être limitée par des mesures juridiques et réglementaires (par exemple, la distanciation sociale et d'autres mesures de santé publique) ainsi que par la baisse des revenus et l'évolution des préférences des consommateurs.

## 2.2. Les principes pour guider les réformes

En formulant leur réponse de moyen et long terme à la crise de la Covid-19, les décideurs politiques devraient garder à l'esprit des principes clés :

- **Renforcer la capacité du secteur privé à répondre aux perturbations des marchés.** La crise impose aux entreprises de reconsidérer leur offre de produits et de services et de repenser leurs modèles commerciaux à la lumière des dérèglements du marché. Pour ce faire, les MPME ont besoin d'évoluer dans un environnement des affaires propice et un écosystème entrepreneurial et d'innovation porteur – c'est-à-dire un environnement qui favorise la productivité et de meilleures conditions de travail pour les MPME. Ainsi, le gouvernement devrait donner la priorité aux réformes et mesures de soutien qui soutiennent la croissance et l'innovation des MPME. Cela comprend des réformes qui favorisent une plus grande résilience économique aux chocs externes (par exemple, les chocs environnementaux) <sup>6</sup>.
- **Évaluer l'impact de la crise sur la communauté des MPME et les systèmes de marché clés.** Des données actualisées et pertinentes sur la manière dont la crise a affecté et est susceptible d'affecter certains marchés et acteurs du marché doivent être collectées. Ces éléments de preuve, qui peuvent être difficiles à obtenir dans les pays en développement et nécessiter le recours à des données publiées par les agences internationales, devraient être utilisés par les décideurs pour définir la nature et la portée des réformes à engager à moyen terme. À l'avenir, les décideurs devraient explorer les possibilités de méthodes de collecte et d'analyse des données meilleures et innovantes (OCDE 2017) <sup>7</sup>.

- **Faciliter l'implication des acteurs du marché dans la planification de la reprise.** Il est important que la voix des employeurs et des travailleurs du secteur privé soit entendue lors de la conception, de la mise en œuvre et du suivi d'une reprise économique. Cela nécessite de nouvelles approches innovantes, comme l'exploitation du potentiel des nouvelles technologies et des plateformes numériques pour améliorer le dialogue public-privé et les mécanismes de dialogue social et pour impliquer les acteurs essentiels du marché, y compris les organisations d'employeurs et de travailleurs, lors de l'identification des priorités de réforme (CIT 2019).
- **Reconstruire mieux.** La crise crée une opportunité pour des réformes plus ambitieuses. Pour les réformateurs, l'impact important créé par la pandémie crée une opportunité de recentrer les efforts du gouvernement sur le renforcement de l'économie, en créant un secteur MPME plus résilient et en stimulant une croissance plus inclusive et durable (par exemple, une économie respectueuse de l'environnement et à faibles émissions de carbone).

## 2.3. Les groupes vulnérables

Certains groupes sociaux sont particulièrement vulnérables aux effets de la crise. Les décideurs devraient leur accorder une attention accrue et élaborer des réponses qui garantissent leur protection.

Alors que les personnes âgées ayant des problèmes de santé préexistants étaient plus à risque dans la crise immédiate - en terme de risque sanitaire - les personnes handicapées et les jeunes, qui font déjà face à des taux de chômage et de sous-emploi plus élevés dans le monde, sont plus exposés à une baisse de la demande de travail. Pour les femmes également, le risque de souffrir de conséquences négatives liées à la pandémie est disproportionné. En effet, elles sont surreprésentées, par rapport aux hommes, dans les emplois faiblement rémunérés ou précaires, et courent un plus grand risque de problèmes financiers et de couverture sanitaire insuffisante (OIT 2020e). Plus largement, les femmes ont moins accès à la protection sociale et sont surreprésentées dans le secteur des services informels et dans le secteur manufacturier à forte intensité de main-d'œuvre.

Les réfugiés et les travailleurs migrants, en particulier ceux engagés comme travailleurs domestiques ou travaillant dans la construction, l'industrie et l'agriculture, sont également particulièrement vulnérables. Alors que les restrictions de voyage affectent les travailleurs migrants et limitent leur

<sup>6</sup> Cela peut inclure des réformes qui intègrent les externalités environnementales dans les coûts des affaires

<sup>7</sup> Cela inclura probablement l'utilisation de «mégadonnées» («big data»). Par exemple, voir Kshetri (2014)

capacité à rejoindre leur lieu de travail ou à retourner dans leur famille, ces groupes sont également confrontés à des désavantages lorsqu'ils retournent sur le marché du travail ou créent une petite entreprise.

La crise va créer de nombreux défis pour les marchés du travail et le cadre juridique et réglementaire dans lequel les MPME emploient du personnel. Il est essentiel de réaffirmer l'importance et la pertinence des normes internationales du travail dans ce contexte, en reconnaissant comment cette crise contribue à l'évolution des modèles du monde du travail. Cela comprend la protection des travailleurs des MPME et la prise en compte des besoins des entreprises durables (CIT 2019). Il est essentiel de favoriser une représentation efficace des employeurs et des travailleurs des MPME, car des mécanismes de dialogue

social efficaces vont s'avérer très utiles pour faciliter une réponse concertée aux défis de l'emploi créés par la pandémie.

Les entreprises informelles et leurs travailleurs, qui sont parmi les plus vulnérables aux effets de la crise, ont été durement touchés<sup>8</sup>. Parallèlement à la perte spectaculaire de revenus pour les entreprises informelles, une expansion de la taille de l'économie informelle est attendue, à mesure que les nouveaux chômeurs se tournent vers le travail indépendant et que les entreprises formelles sont poussées vers l'informalité (OIT 2020c). Ainsi, il est important d'identifier comment la crise a entraîné une expansion de l'informalité dans l'économie, car cette analyse déterminera la réponse à apporter.

## ► 3. Les domaines de réformes prioritaires

### 3.1. Réforme de la réglementation des entreprises: faciliter le démarrage, la croissance et la fermeture d'une entreprise

Dans le sillage de cette crise sans précédent, les gouvernements devraient envisager des réformes qui facilitent le démarrage, la croissance et la fermeture d'une entreprise. Ces réformes concernent principalement la capacité des chefs d'entreprise à innover en réponse à l'évolution des marchés post-COVID-19 et à changer leurs produits, services et modèles commerciaux (c'est-à-dire leur façon de faire des affaires). Les gouvernements et leurs partenaires sociaux peuvent créer des cadres juridiques et réglementaires et des écosystèmes d'innovation plus propices à l'esprit d'entreprise et à l'innovation. Cela nécessitera de prendre en compte les priorités suivantes.

#### Réduire les coûts de conformité pour les entreprises

Dans la mesure du possible, il faudra trouver des moyens d'encourager le flux des investissements privés vers les activités productives et l'emploi en facilitant et en réduisant les coûts des affaires. Cela nécessite de se concentrer sur l'élimination des procédures inutiles et la réduction, dans la mesure du possible, des coûts

associés à la conformité réglementaire, en particulier ceux liés à la création d'entreprise, au reporting et à l'évolution des modèles commerciaux. Les réformes qui réduisent les coûts de mise en conformité des entreprises comprennent la suspension, le gel, la réduction ou le report des frais liés à l'enregistrement des entreprises, les licences, les permis de travail, les permis de changement d'utilisation, les documents douaniers, les frais de tourisme, les pénalités pour dépôt tardif, les frais d'exploitation foncière, les frais de transfert foncier, les factures de services publics, etc. Au-delà de la nature à court terme de la réponse politique, les décideurs devraient considérer la capacité du gouvernement à réintroduire rapidement des mesures politiques qui aident les entreprises à faire face aux chocs externes. Cela peut inclure la prolongation des délais de déclaration des entreprises, telles que les déclarations de revenus et de sécurité sociale, les licences et permis commerciaux et la soumission des états financiers.

#### Simplifier les procédures administratives

Les réformes qui simplifient les procédures administratives facilitent la conformité des entreprises et encouragent les entreprises à se concentrer sur les problèmes qui affectent leur compétitivité globale. À la sortie immédiate de la crise, les efforts pour améliorer l'administration réduiront les pressions sur les agences gouvernementales et les régulateurs, tout en réduisant

<sup>8</sup> Même dans les premiers stades de la pandémie mondiale, les quelque 1,6 milliards de travailleurs de l'économie informelle ont été considérablement touchés par les mesures de confinement ou travaillant dans les secteurs les plus durement touchés. Au cours du premier mois de crise, on estime que les revenus des travailleurs informels auraient baissé de 60 pour cent dans le monde. Voir OIT (2020b)

les contacts physiques et les coûts administratifs, et en diminuant le temps et les charges financières imposées aux entreprises. Ces réformes comprennent la simplification des procédures administratives d'enregistrement et de notification, telles que l'introduction de mécanismes d'enregistrement et de notification en ligne faciles à suivre, plus transparents et nécessitant moins d'interaction personnelle.

## Réexaminer les dispositions sur l'insolvabilité

Les réformes devraient viser à simplifier les procédures associées à la restructuration et à la fermeture des entreprises. Dans une crise du système entier comme celle-ci, les perturbations du marché du crédit et des produits financiers affectent la capacité du système d'insolvabilité de diriger les entreprises formelles et viables vers la réorganisation et les entreprises non viables vers la liquidation. La ruée vers la liquidité créée par la crise augmente le risque de pousser les entreprises viables à la liquidation, en particulier les MPME vulnérables. Au milieu de la crise, plusieurs pays ont mis en place des mesures à court terme axées sur l'insolvabilité, pour aider toutes les entreprises et tous les consommateurs à « respirer » jusqu'à ce que les marchés soient stabilisés et pour permettre des évaluations de la viabilité des entreprises<sup>9</sup>. Les décideurs devraient continuer de surveiller cette situation. Le Groupe de la Banque mondiale (2020a) décrit trois phases dans ce processus: (1) Empêcher que des entreprises viables ne soient prématurément poussées vers l'insolvabilité; (2) Répondre à l'augmentation du nombre d'entreprises qui ne survivront pas à cette crise sans passer par un processus d'insolvabilité; et (3) Faire face à la détresse financière individuelle résultant de la crise. Au-delà de la nécessité d'examiner et, le cas échéant, de résoudre les problèmes d'insolvabilité et de faillite, les MPME doivent également accéder aux services financiers. Cette question sera discutée ci-dessous.

## Améliorer les conditions d'emploi dans les micro et petites entreprises

De nombreux travailleurs des micro et petites entreprises (MPE) - y compris les travailleurs indépendants et à leur compte - ont connu des difficultés financières en raison de la crise. En effet, beaucoup ont perdu leur emploi et leurs moyens de subsistance. Au-delà de la crise immédiate, les décideurs devraient,

à moyen terme, considérer les politiques du marché du travail, les dispositions légales et réglementaires qui protègent les travailleurs des MPE et qui aident les employeurs et les travailleurs à gérer la reprise économique. Cela comprendrait l'utilisation de réglementations adaptées aux besoins particuliers des MPE, en tenant compte des caractéristiques distinctives du marché du travail national, du système national de relations professionnelles et du cadre juridique national. Il faudra également veiller à éviter le danger de « pièges de croissance », qui apparaissent lorsque les réglementations spécifiques aux MPE deviennent un frein à la croissance (Reinecke et White 2004). En soutenant les mécanismes de dialogue social et en travaillant avec les partenaires sociaux pour trouver des moyens innovants d'améliorer l'emploi dans les MPE, les décideurs politiques favoriseront la qualité de l'emploi (c'est-à-dire le travail décent) ainsi que la croissance économique et la formalisation des micro et petites entreprises. Ceci, à son tour, pourra conduire à une consolidation et une amélioration de la qualité de l'emploi pour les travailleurs des micro et petites entreprises (Fenwick et al. 2007).

## Des processus d'approbation accélérés

Si bien los requisitos reglamentarios para que las Alors que les exigences réglementaires pour la création, le changement ou la fermeture d'entreprises doivent reposer sur des règles clairement définies et des critères objectifs, les décideurs peuvent également envisager des mesures publiques pour stimuler les investissements des entreprises dans des secteurs industriels essentiels ou stratégiques. Par exemple, les gouvernements peuvent accélérer les processus réglementaires associés aux licences professionnelles, à l'accréditation et à la délivrance de visas et de permis de travail pour les professionnels de la santé, ou encore simplifier les exigences en matière de licences et des approbations accélérées pour les fabricants de produits essentiels de santé d'urgence, tels que les équipements de protection individuelle et la production pharmaceutique et les services médicaux.

De telles réformes doivent être associées à des efforts pour améliorer les politiques et procédures de passation des marchés publics. Bien que cela puisse initialement se concentrer sur les achats médicaux et connexes, à plus long terme, des procédures d'achats efficaces seront un élément important de la relance économique et contribueront à accélérer la reprise économique. Ceci est discuté ci-dessous.

<sup>9</sup> Par exemple, [en Inde](#) (référence en anglais), des modifications réglementaires ont été apportées au Code indien de la faillite pour empêcher les procédures d'insolvabilité contre les MPME résultant de COVID-19

Du point de vue de la promotion des investissements, il est important d'accélérer les autorisations d'investissement dans les domaines prioritaires et de rationaliser l'examen des projets d'investissement public-privé. Cela comprend l'approbation et l'accès aux spécifications techniques de production pour les produits et services dont nous avons un besoin urgent, et l'adaptation temporaire des dispositions sur la concurrence, y compris les licences temporaires sur la propriété intellectuelle et les mécanismes temporaires de tarification d'urgence à court terme (OIT 2020d)<sup>10</sup>. La nécessité de maintenir la concurrence à plus long terme est examinée ci-dessous.

### 3.2. Les réformes numériques: sur la base de la numérisation et des nouvelles technologies

La numérisation des conditions de conformité légales et réglementaires est une stratégie essentielle pour réaliser des réformes significatives pour les entreprises durables. En effet, de nombreuses entreprises ont rapidement adopté les nouvelles technologies numériques face à la pandémie (voir Baig et al. 2020). Les plates-formes numériques et en ligne peuvent être utilisées pour améliorer l'enregistrement des entreprises et l'octroi de licences, l'enregistrement et les déclarations fiscales, les titres de propriété et les registres fonciers, ainsi que le paiement des frais et taxes, entre autres exigences réglementaires.

## Mettre l'environnement des affaires en ligne

La volonté de rendre la conformité réglementaire plus simple et moins coûteuse implique de plus en plus la numérisation des dispositions administratives et réglementaires. Ces réformes rendent l'enregistrement des entreprises, l'octroi de licences, la fiscalité et les rapports plus rapides, plus accessibles, transparents et ancrés dans des règles claires. Ils réduisent considérablement – voire suppriment – le besoin de contacts physiques, et peuvent accroître l'accès des

MPME et de leurs travailleurs dans les zones reculées aux services gouvernementaux. Par exemple, la plateforme numérique pour les gouvernements de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), connue sous le nom de eRegistrations, a permis la continuité des services essentiels pendant la pandémie de COVID-19 et la distribution en ligne des financements des gouvernements aux MPME pendant le confinement (CNUCED 2020).

## Fidéliser les investisseurs grâce à la communication en ligne

Debido al estancamiento de las inversiones. Alors que les investissements internationaux ralentissent, les gouvernements recentrent les efforts des agences de promotion des investissements de l'attraction des investissements sur la rétention des investisseurs existants en renforçant la communication et les services de suivi (Groupe de la Banque mondiale 2020b)<sup>11</sup>. La réponse COVID-19 a considérablement accéléré la tendance vers une plus grande numérisation des agences d'investissement. De nombreux services, précédemment dispensés en présentiel, peuvent être fournis numériquement à moyen ou long terme. Étant donné que les visites directes peuvent être annulées et que l'identification de nouveaux prospects pour les investisseurs est rendue plus difficile ou coûteuse, les applications et plateformes numériques permettent aux agences de continuer à identifier et servir de futurs clients. Cela nécessite l'accès à différents outils des technologies de l'information et de la communication, allant de la visioconférence et visite virtuelle des sites et installations aux outils de gestion de la relation client et de communication robustes, ainsi que des données pertinentes et des solutions commerciales d'intelligence artificielle (OCDE 2020b).

## Renforcer les plateformes de e-commerce

<sup>10</sup> Des infrastructures de qualité jouent un rôle particulièrement important dans la lutte contre la pandémie mondiale et dans la promotion d'un développement industriel inclusif et durable. L'infrastructure de qualité fait référence au système comprenant les organisations (publiques et privées) ainsi que les politiques, le cadre juridique et réglementaire pertinent et les pratiques nécessaires pour soutenir et améliorer la qualité, la sécurité et la solidité environnementale des biens, des services et des processus. En raison de sa concentration sur les systèmes de santé, la pandémie de COVID-19 met en évidence la nécessité d'une infrastructure de qualité dans la fabrication et la distribution d'équipements et de services médicaux. Cependant, au-delà des effets immédiats de la crise sur les systèmes de santé, il est nécessaire que les décideurs politiques renforcent les systèmes nationaux d'assurance et de normes de qualité. Alors que les MPME du monde entier peinent à maintenir leurs activités et à adopter des mesures de continuité des activités, les acteurs des chaînes d'approvisionnement mondiales continuent de s'appuyer sur les normes et les meilleures pratiques internationales. En outre, les employeurs du secteur privé sont également tenus d'appliquer des normes et de bonnes pratiques appropriées pour prévenir la propagation de la maladie dans les lieux de production et les bureaux (Organisation des Nations Unies pour le Développement industriel 2020).

<sup>11</sup> Par exemple, InvestKorea et InvestIndia ont mis en place des mises à jour quotidiennes sur le Web des cas de COVID-19 et des réponses politiques concernant les investisseurs étrangers. Les services de suivi des investissements spécifiques comprennent: l'identification et la prise de contact directe avec les entreprises à risque en fonction du nombre d'employés, de la région ou du secteur; la négociation des solutions à leurs problèmes spécifiques; le plaidoyer en faveur d'actions urgentes du gouvernement pour résoudre ces problèmes de manière plus systématique au profit d'autres investisseurs similaires (Groupe de la Banque mondiale 2020b).

Lorsque la COVID-19 a frappé, de nombreux avantages du commerce électronique sont rapidement apparus. Les entreprises qui ont pu se tourner vers les transactions en ligne se sont avérées plus susceptibles de survivre à la crise, malgré les problèmes rencontrés avec les services de transport et de livraison transfrontaliers. À l'avenir, les décideurs devraient accorder la priorité au renforcement des plateformes de e-commerce<sup>12</sup>. Cela impliquerait de travailler en étroite collaboration avec les fournisseurs de services de télécommunications et d'Internet pour améliorer l'accès à Internet à un prix abordable<sup>13</sup>. Il convient également de se concentrer sur les réformes des réglementations en matière de paiement en ligne et mobile offrant des solutions de paiement sécurisées et facilitant les transactions financières mobiles, tout en apportant un soutien pour améliorer les réseaux de transport et faciliter les régimes commerciaux transfrontaliers.

## Faciliter le commerce international avec des transactions sans papier

Les transactions en ligne, sans papier, peuvent être utilisées pour renforcer le commerce international et la facilitation des transports à la fois dans les périodes critiques de la crise, mais aussi à moyen et long terme. Ces réformes offrent « un moyen simple et rapide d'éliminer les interactions physiques et de dématérialiser » la gestion commerciale. Il y a également des avantages à long terme tels que des coûts plus bas et une efficacité accrue. Le contact physique entre les personnes peut être minimisé par le biais de soumissions électroniques et de transactions sans papier, permettant aux commerçants de soumettre électroniquement des demandes de permis et de licences, et d'obtenir les certificats correspondants des organismes de réglementation des frontières.<sup>14</sup>

## Accroître les opportunités de travail à distance

La pandémie de coronavirus a provoqué une transition sans précédent vers le télétravail, forçant de nombreux employés de bureau à s'adapter rapidement au travail à distance. Cela a aussi concerné les MPME et leurs travailleurs. De nombreuses MPME, en particulier les plus petites entreprises, opèrent de leur domicile. De nombreux indépendants et entrepreneurs à leur compte travaillent également à domicile et utilisent des réseaux de communication numériques pour obtenir des opportunités et des informations sur le marché du travail, tout en essayant de réduire leur isolement social, de maintenir les normes professionnelles, d'accéder à du soutien et des conseils et de créer des réseaux<sup>15</sup>. Alors que la pandémie a accru la prise de conscience générale de la faisabilité du travail à domicile ou à distance, les décideurs devraient envisager les implications futures de cette tendance accélérée<sup>16</sup>. Cela inclut des considérations de politique telles que l'octroi de licences à domicile, l'accès à Internet et la connectivité, ainsi que l'organisation et la représentation des travailleurs indépendants et des MPME.<sup>17</sup>

## Utiliser davantage les identités numériques

Près d'un milliard de personnes dans le monde n'ont pas de document d'identité officiel et beaucoup sont sans compte bancaire (Desi, Diofasi, et Lu 2020). Cette réalité a exacerbé les problèmes de transferts financiers aux particuliers et aux entreprises au milieu de la crise COVID-19. Ainsi, pour aller de l'avant, les décideurs devraient envisager des moyens d'introduire ou d'accroître l'utilisation de nouvelles formes d'identité appropriées, plus accessibles aux MPME et en particulier aux entreprises informelles et à leurs travailleurs.

L'identification numérique permet aux particuliers et aux entreprises d'être authentifiés sans ambiguïté par le biais d'un canal numérique, ouvrant ainsi l'accès aux services bancaires, aux avantages gouvernementaux, à l'éducation et à de nombreux autres services essentiels. Une identification numérique apporte de la valeur et des avantages pour les individus lorsqu'ils interagissent avec des entreprises, des gouvernements et d'autres

12 Par exemple, [MarketPlaceAFRICA.com](https://www.marketplaceafrica.com) est un commerçant de détail opérant au niveau mondial avec une plateforme numérique, une application et un système de paiement qui permettent aux consommateurs en ligne de faire leurs achats directement auprès de petites entreprises africaines, de choisir parmi des méthodes de paiement connues et de faire expédier les produits chez eux.

13 Ceci est conforme à l'Objectif de développement durable 9: Construire des infrastructures résilientes, promouvoir une industrialisation durable et encourager l'innovation; Cible 9.C: Accès universel aux technologies de l'information et des communications (c'est-à-dire accroître considérablement l'accès aux technologies de l'information et des communications et s'efforcer de fournir un accès universel et abordable à Internet dans les pays les moins avancés d'ici 2020).

14 CNUCED (2020) COVID-19: Un plan d'action en 10 points pour renforcer la facilitation des échanges et du transport en période de pandémie, Synthèse No. 79, avril, CNUCED, Genève

15 L'OIT a identifié les préoccupations soulevées par le niveau croissant d'emploi du «crowdwork» généré par les plateformes en ligne. Voir BIT (2018) *Les plateformes de travail numérique et l'avenir du travail: Pour un travail décent dans le monde en ligne*, BIT, Genève

16 Il existe un nombre croissant d'exemples de plates-formes entre pairs (« peer-to-peer ») en ligne qui sont collectivement détenues et régies par des membres qui en dépendent et y participent (par exemple, Fairmondo, Loconoics, Stocksy et WorkerTech).

17 Au Royaume-Uni, la « Royal Society for the encouragement of Arts, Manufactures and Commerce » (RSA) a effectué des travaux très intéressants et pertinents sur les défis de l'emploi indépendant et la nécessité d'une réforme des politiques. Le RSA appelle à un «mouvement d'auto-organisation de masse parmi les travailleurs indépendants» et a présenté un certain nombre de réformes politiques et d'idées d'organisation de base Dellot et Wallace-Stephens 2017).

## ► Note de l'OIT

L'environnement favorable aux entreprises durables et la réponse post-COVID-19

individus dans six rôles: en tant que consommateurs, travailleurs, microentreprises, contribuables et bénéficiaires, personnes engagées dans la communauté civile et propriétaires d'actifs (McKinsey Global Institute 2019). L'établissement d'une identité numérique peut impliquer la triangulation d'informations provenant de diverses sources (par exemple, les réseaux sociaux, les comptes de messagerie et les cartes SIM), ainsi que l'identification fournie par les municipalités, les centres communautaires locaux et les associations.

La technologie mobile est déjà utilisée de multiples façons pour offrir un meilleur accès aux services liés à l'identité. Par exemple, au Rwanda, une personne ne peut accéder au portail e-gouvernement, Irempo, que si elle fournit un numéro de téléphone portable enregistré à l'aide de son numéro national d'identité. Cela garantit que les utilisateurs peuvent valider à distance leur identité lors de leur inscription sur la plateforme, recevoir des notifications par SMS chaque fois que leur profil est utilisé pour accéder à de nouveaux services ou soumettre des applications, et payer les frais de service associés à l'aide de leur portefeuille d'argent mobile (GSMA Association 2019).

## Mener le dialogue public-privé en ligne

Le dialogue public-privé et le dialogue social sont des outils essentiels pour les décideurs lors de la conception d'une stratégie de réforme post-COVID-19. Cependant, la crise liée à la COVID-19 souligne l'importance d'identifier encore de nouvelles façons pour les gouvernements, les employeurs des MPME et les travailleurs d'interagir, de convenir et appliquer des accords. Les décideurs politiques devraient envisager d'impliquer les partenaires sociaux et autres parties prenantes à travers différentes technologies. Des plateformes telles que WhatsApp et d'autres applications de messagerie sociale, permettent la communication à la fois par SMS et messages audio, tandis que les réseaux mobiles peuvent prendre en charge des hotlines, des arborescences téléphoniques ou de simples appels téléphoniques (Oxfam 2020). De même, des logiciels open source, tels que Rapid Pro, peuvent également être utilisés pour créer des chatbots et des mécanismes de support virtuel avec réponse vocale interactive<sup>18</sup>. Les organisations d'employeurs et de travailleurs peuvent être soutenues dans leurs efforts de transition vers davantage de méthodes en ligne d'engagement des membres, de consultation et de dialogue social.

## Renforcer les solutions e-finance

Les réformes devraient soutenir la numérisation de l'économie et l'utilisation de plateformes de financement sur Internet qui augmentent les possibilités de commerce électronique et l'utilisation accrue des plateformes de financement pour fournir des services financiers aux MPME. Par rapport aux prêts bancaires commerciaux traditionnels, les plateformes Internet Fintech ont des systèmes de notation de crédit relativement complets spécifiquement pour les MPME et les commerçants individuels utilisant les plateformes en ligne. Elles fournissent un suivi en temps réel des débiteurs et induisent des pratiques de prêt exemptes de restrictions géographiques, fournissant des services financiers aux MPME à plus grande échelle. Les applications Fintech peuvent réduire considérablement la volatilité opérationnelle et améliorer le taux de survie des MPME, en particulier après des catastrophes naturelles (Huang et al. 2020).

### 3.3. Réformes financières: faciliter l'accès des MPME aux services financiers pertinents

La crise créée par la pandémie de COVID-19 a aggravé les problèmes auxquels de nombreuses MPME sont confrontées pour accéder au financement<sup>19</sup>. Le défi majeur créé par la crise pour les entreprises est le manque de liquidités pour le financement des MPME. Cela entrave la capacité des MPME à gérer les contraintes de trésorerie dans ces conditions déprimées ou à reprendre leurs activités, augmenter ou réajuster leurs modèles commerciaux. Ainsi, le soutien financier aux MPME est au cœur de la plupart des aides d'État liées à la COVID-19. Ces mesures comprennent le recouvrement garanti des retards de paiement, le financement indirect aux fournisseurs par le biais de leurs acheteurs, les crédits d'impôt et autres avantages fiscaux pour les entreprises, le cofinancement de programmes de développement et l'octroi direct de financement aux entreprises locales (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement, CNUCED 2020c).

### Faciliter les prêts aux MPME grâce à la réforme de la réglementation financière

Au plus fort de la crise, de nombreux gouvernements ont introduit et renforcé des mesures qui encouragent

<sup>18</sup> Site web de Rapid Pro: [w](#)

<sup>19</sup> Pour un aperçu, voir: Bruhn, et al, (2017), qui estiment que la demande potentielle de financement des MPME dans les économies en développement est d'environ 8,9 billions de dollars américains, par rapport à l'offre de crédit actuelle, avant COVID-19, de 3,7 billions de dollars américains.



les banques centrales à lever les réserves obligatoires des banques pour permettre une augmentation de leurs prêts aux petites entreprises (OCDE 2020c). Dans la mesure du possible, tout en garantissant des pratiques de prêt prudentes, les gouvernements doivent veiller à ce que les entreprises disposent de liquidités suffisantes pour préserver la continuité de l'activité économique après la propagation de la COVID-19 (OCDE 2020a). Les décideurs politiques devraient envisager des réformes de la réglementation et de la surveillance des marchés financiers, que ce soit temporairement ou à long terme, pour encourager la prolongation des échéances des prêts et la reconfiguration des exigences des prêts (voir Gopinath 2020).

## Améliorer les mécanismes de transfert en ligne

La crise a mis en évidence les avantages des écosystèmes de paiement de gouvernement à personne (G2P). Pendant la crise, de nombreux gouvernements ont cherché des moyens d'orienter les transferts financiers vers les ménages et les petites entreprises en dehors des mécanismes traditionnels de protection sociale. Alors que les pays dotés d'écosystèmes de paiement G2P bien établis ont pu traiter les transferts «à une vitesse fulgurante», pour d'autres, cela s'est avéré plus difficile<sup>20</sup>. Ainsi, les décideurs devraient accorder une attention urgente à la modernisation de la réglementation des paiements et à l'extension de l'infrastructure réglementaire G2P. Des résultats significatifs peuvent être rapidement obtenus en apportant des modifications réglementaires, telles que permettre aux fournisseurs non bancaires de monnaie électronique existants d'offrir des services de retrait et d'accélérer l'entrée de nouveaux acteurs grâce à des cadres réglementaires et à l'interopérabilité (Rutkowski et al. 2020)<sup>21</sup>.

## Renforcer les réseaux financiers de retrait d'espèces (« cash-in cash-out »)

Les mécanismes de retrait d'espèces (« cash-in cash-out » CICO) fournissent une infrastructure essentielle pour l'offre de services financiers en ligne dans la plupart des régions du monde<sup>22</sup>. Dans la crise actuelle, les CICO ont fourni une interface cruciale entre les communautés pauvres et celles qui tentaient de fournir une aide financière. Cependant, cela a conduit à un certain nombre de tensions, lorsque les bailleurs de fonds tentaient de gérer les poussées de liquidité tandis que les agents souhaitaient rester ouverts malgré les risques pour leur santé. À l'avenir, les gouvernements pourront introduire des réformes qui renforcent ces réseaux et améliorent les accords de licence pour les émetteurs de monnaie électronique (Bull 2020, 16 avril).

## 3.4. Réforme fiscale: utiliser la fiscalisation pour la formalisation et la croissance industrielle

Bien que les efforts immédiats déployés par les gouvernements pour atténuer la pression fiscale sur les MPME aient été utiles (par exemple, le report des paiements et la suppression des intérêts sur les paiements dûs), des réformes à plus long terme devraient être envisagées à mesure que la situation se normalise. De nombreux pays connaîtront des contraintes du fait de leur capacité budgétaire réduite en raison de la pandémie et devront augmenter leurs recettes. Ainsi, les réformes fiscales qui soutiennent le développement des MPME devraient reposer sur une analyse coûts-avantages claire. La réforme de la politique fiscale implique généralement de réduire la complexité des procédures et la multiplicité des impôts, tout en corrigeant le manque d'information sur les obligations fiscales. Les stratégies de réforme comprennent l'introduction de régimes fiscaux spéciaux pour les MPME, la simplification des normes comptables, les exigences de déclaration et les facilités de paiement dans le cadre du régime fiscal général, l'amélioration de l'information et de l'assistance technique aux entreprises et l'amélioration des inspections pour réduire l'évasion fiscale.

## Simplifier la gestion de la fiscalité

20 Par exemple, au Chili, le compte basique national lié à l'identification, Cuenta Rut, qui couvre la plupart des personnes à faible revenu, a permis le versement en avril du «Bono COVID-19» directement sur les comptes bancaires de plus de deux millions de Chiliens vulnérables. Au Pérou, les autorités ont tiré parti des succès antérieurs dans la canalisation du G2P via des comptes pour augmenter les paiements aux anciens et nouveaux bénéficiaires pendant l'urgence et étendent l'ensemble des prestataires de services financiers - pour inclure les banques privées et les fournisseurs d'argent mobile comme le BIM - pour atteindre des bénéficiaires supplémentaires (Rutkowski et al.2020).

21 Dakar, au Sénégal, est un exemple intéressant de plateformes de paiement électronique qui ont vu le jour au milieu de la crise. PayDunya, une société de solutions de paiement électronique, dirigée par Mme Youma Dieng Fall, qui a attiré un nombre record de nouveaux clients depuis le début de la crise. Ce nouveau modèle d'entreprise «aide les entreprises d'Afrique de l'Ouest à limiter les pertes financières liées à la crise et à faire progresser l'inclusion financière dans une région où plus de personnes ont des comptes d'argent mobile que des comptes bancaires». Voir: CNUCED « [Une entreprise sénégalaise fait preuve de résilience en temps de crise](#) », 30 avril 2020.

22 Ces réseaux comptent plus d'un milliard d'utilisateurs enregistrés et traitent plus de 2 milliards de dollars de transactions quotidiennes dans le monde Bull (2020, 16 avril)

Un élément important des réformes visant à créer un environnement plus propice aux entreprises durables concerne la nécessité de garantir que les procédures fiscales soient plus simples et plus faciles à respecter. La CIT (2015a) encourage les Etats membres à simplifier la fiscalité et à réduire les coûts de mise en conformité pour les contribuables en introduisant des régimes simplifiés d'évaluation et de paiement des contributions.

## Utiliser la fiscalité pour soutenir la formalisation

Avant la pandémie de COVID-19, il a été constaté que des systèmes d'imposition inappropriés encourageaient l'informalité. Pour de nombreuses MPME, le système fiscal est trop complexe, coûteux et opaque. Beaucoup ne connaissent tout simplement pas leurs obligations fiscales ou ont peur du système fiscal. Ces défis sont exacerbés par la crise de la COVID-19, ce qui rend la nécessité d'une réforme plus urgente. Étant donné que les MPME ont été parmi les plus durement touchées par la crise, une attention particulière devrait être accordée à la question de la taille des entreprises dans les régimes fiscaux, sans créer de pièges à la croissance des entreprises ni autrement entraver l'expansion des entreprises (OIT 2014). Ces réformes devraient être complétées par d'autres mesures politiques qui améliorent la capacité des entreprises informelles à être compétitives et à se développer, y compris des incitations qui améliorent l'accès à la formation professionnelle et aux services financiers (OIT 2013; CIT 2015a).

## Créer des incitations fiscales pour stimuler le développement de nouvelles industries

La réforme fiscale peut également être utilisée pour stimuler la reprise économique et la transition vers de nouvelles industries. Comme l'indique la CIT (2007), les incitations et réglementations fiscales, y compris les procédures de marchés publics, peuvent être utilisées pour promouvoir des modes de consommation et de production compatibles avec les exigences du développement durable. Sortant de la crise de la COVID-19, les réformes fiscales peuvent être utilisées pour soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, la promotion des entreprises vertes et l'adoption de technologies vertes. Les réformes possibles comprennent l'introduction d'incitations aux investissements des entreprises dans les technologies

vertes ou d'autres technologies qui réduisent les émissions de carbone.

## 3.5. Les réformes commerciales: améliorer le commerce et les chaînes d'approvisionnement

La crise aura un effet profond sur le commerce mondial et les chaînes d'approvisionnement. Il est possible que les investissements dans le commerce mondial diminuent de 30 à 40% en 2020 en raison de la COVID-19 (CNUCED 2020b). Ainsi, les décideurs devraient envisager des réformes pour endiguer cette perturbation et explorer les possibilités de faciliter la revitalisation des structures commerciales.

## Améliorer la compétitivité des entreprises sur les marchés

Si bien las medidas inmediatas en respuesta a la crisis, que les actions immédiates en réponse à la COVID-19 ont généralement cherché à protéger le secteur privé national et à renforcer sa résilience, les décideurs devraient éviter d'affaiblir la compétitivité future (Groupe de la Banque mondiale 2020b). Les marchés doivent rester concurrentiels et respecter les principes de compétition. Il est important de veiller à ce que toutes les mesures de soutien à l'industrie ou aux entreprises adoptées soient transparentes et temporaires et que les effets positifs des mesures étatiques ne l'emportent pas sur les effets négatifs résultant de la distorsion de la concurrence (OCDE 2020a). Ainsi, les décideurs devraient examiner tous les cas récents où la crise a conduit à soutenir des entreprises spécifiques et déterminer si ce soutien doit se poursuivre à moyen ou à long terme. Afin de maintenir la compétitivité de l'économie, les gouvernements devraient adapter leurs mesures de soutien pour résoudre des problèmes spécifiques sur une base temporaire et surveiller attentivement ces interventions.

À moyen et à long terme, les gouvernements devraient renforcer les outils politiques axés sur le regroupement industriel, l'innovation locale et prenant en compte leur mission par rapport à ceux qui protègent les entreprises de la concurrence. Un exemple intéressant est Ruta N, une initiative publique-privée qui a été créée en 2009 à Medellin, en Colombie, pour soutenir la transition d'une ville industrielle à une ville du savoir (Morisson et Doussineau 2019).<sup>23</sup>

23 Ruta N relève actuellement le défi de construire un ventilateur à 1000 \$ (Orth 2020).

## Revoir les politiques d'investissement

En réponse immédiate à la pandémie, de nombreux gouvernements ont contacté des investisseurs étrangers et les ont tenus informés de leur approche de la pandémie. À l'avenir, les gouvernements devraient revoir leur régime de politique d'investissement pour améliorer sa réactivité aux préoccupations des investisseurs. Il peut être nécessaire de renforcer les politiques d'admission restrictives pour les investissements étrangers dans les industries stratégiques. En effet, la pandémie peut entraîner une concurrence accrue pour attirer des investissements dans d'autres secteurs alors que les économies s'efforcent de se remettre de la crise et que les chaînes d'approvisionnement perturbées sont rétablies (CNUCED 2020c).

## Améliorer les procédures et arrangements commerciaux transfrontaliers

Affirmée depuis longtemps comme une réforme nécessaire, la nécessité de relancer le commerce transfrontalier à mesure que les politiques de confinement social sont levées ne peut être négligée. Comme pour toutes les réformes dans ce domaine, il est essentiel de réduire les coûts et le temps associés aux échanges transfrontaliers - en minimisant «les contrôles inutiles et les procédures contraignantes associées au dédouanement» (CNUCED 2020a). Cependant, compte tenu de la nature de la pandémie, il faudrait envisager davantage l'utilisation de procédures d'approbation administrative en ligne pour les investisseurs et le personnel (CNUCED 2020c).

### 3.6. Réformes économiques: renforcer le rôle des MPME dans la relance économique

La crise de la COVID-19 a radicalement changé les paramètres macroéconomiques dans lesquels les entreprises opèrent désormais. Elle a affecté, entre autres, les niveaux d'endettement public et privé, réduit la stabilité financière et accru le risque et l'incertitude liés au crédit et aux investissements. Ainsi, les décideurs doivent réévaluer soigneusement les conditions macroéconomiques affectant le développement des MPME et la nécessité de réformes qui renforcent le rôle des MPME dans le développement économique.

Lors du renforcement du rôle des MPME dans la relance économique post-COVID-19, il convient de veiller à promouvoir une croissance économique

soutenue, inclusive et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous. Cela nécessite des politiques macroéconomiques qui visent d'abord ces objectifs clés, ainsi que des politiques commerciales, industrielles et sectorielles qui promeuvent le travail décent et améliorent la productivité (CIT 2019). De même, il est nécessaire de développer des politiques et des réglementations appropriées pour soutenir l'amélioration des conditions de travail dans les MPME et la transition des opérateurs de l'économie informelle vers l'économie formelle et le développement économique et social (CIT 2007).

Opérant dans un espace budgétaire limité, les pays en développement ont introduit des mesures de relance budgétaire pour élargir les services de santé nationaux et protéger les ménages, ainsi qu'une aide fiscale ou de crédit pour maintenir les MPME à flot et aider à payer les salaires des travailleurs. Cependant, de nombreux gouvernements ont une capacité budgétaire fortement limitée et certains ont récemment été rétrogradés par les agences de notation internationales (Hamel et Kristofer 2020). Au-delà de la sortie de crise immédiate, les gouvernements réfléchissent aux moyens de stimuler une reprise économique grâce aux dépenses publiques et avec un soutien et des investissements accrus des donateurs et des agences de développement et des mécanismes internationaux de financement du développement. Cela implique souvent de proposer des programmes de développement des infrastructures qui augmenteront la demande de produits et services, en particulier dans le secteur de la construction.

## Améliorer les politiques et procédures de passation des marchés publics

Des réformes devraient être introduites pour accélérer les procédures de passation des marchés publics et les simplifier pour faciliter davantage d'appels d'offres des MPME. Cela peut inclure l'utilisation de politiques préférentielles locales et en faveur des MPME. Ainsi, en Corée du Sud, la Korean Public Procurement Service Authority a adopté plusieurs mesures pour accroître la participation des petites entreprises aux marchés publics, par le biais du système coréen de passation des marchés en ligne (Donor Committee for Enterprise Development 2017). Ces réformes élargiraient les opportunités de marché pour les MPME sortant de la crise initiale, ouvrant la voie à la croissance des entreprises et à la création d'emplois locaux, tout en utilisant le système d'approvisionnement pour promouvoir l'innovation parmi les MPME. Les gouvernements sont encouragés à établir un cadre juridique et réglementaire cohérent, complet et coordonné pour soutenir le fonctionnement du système des marchés publics dans son ensemble. Cela devrait inclure la centralisation des portails de passation des marchés publics

## ► Note de l'OIT

L'environnement favorable aux entreprises durables et la réponse post-COVID-19

du gouvernement et des dispositions visant à garantir le paiement rapide des fournisseurs des MPME.

## Renforcer les chaînes d'approvisionnement et les capacités nationales

La crise a révélé la fragilité des chaînes d'approvisionnement mondiales modernes. En conséquence, les entreprises multinationales et les grandes entreprises en réseau devront probablement diversifier leurs chaînes d'approvisionnement à l'avenir, ce qui pourrait favoriser l'émergence de nouveaux pôles de fabrication dans des pays comme le Bangladesh, l'Inde, le Mexique et le Vietnam. Cela aura un impact majeur sur les opportunités de marché pour les MPME opérant dans ces chaînes d'approvisionnement. En conséquence, il sera important d'examiner comment les interventions politiques peuvent être utilisées pour stimuler les marchés, y compris les marchés locaux, et leurs liens avec les chaînes d'approvisionnement mondiales. En allant plus loin, il est probable que des efforts de décentralisation des capacités de fabrication soient réalisés et que s'opèrent des changements des pratiques de gestion des changements d'approvisionnement (par exemple, moins de contrôle des stocks à flux tendu et plus de stockage). Les décideurs peuvent être de plus en plus obligés de déterminer si certains produits doivent être fabriqués dans le pays ou la région (Lin et Lannig 2020). Cela devrait inclure la mise en place de politiques industrielles visant à promouvoir une restructuration industrielle en douceur et un écosystème industriel dynamique qui intègre des MPME compétitives et productives.

## Renforcer les chaînes de valeur agricoles et le secteur agroalimentaire

Les gouvernements devraient personnaliser leurs plans de relance financière pour répondre aux besoins de l'agroalimentaire. Alors que les besoins les plus pressants en MPME dans les chaînes de valeur agricoles sont les flux de trésorerie et les liquidités, la crise affecte toutes les entreprises de la chaîne de valeur, y compris les gros acheteurs. Ainsi, les gouvernements devraient envisager des mesures cohérentes tout au long de ces chaînes de valeur et impliquant tous les acteurs du marché, tels que les banques commerciales et de développement, les ministères des finances, du commerce, de l'agriculture, des chambres de commerce, les partenaires au développement, les grandes entreprises alimentaires nationales et les

organisations représentatives des MPME garantissant que les outils sont adaptés aux besoins des bénéficiaires (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, FAO 2020).

## Recentrer les droits de propriété intellectuelle

Alors que la protection des droits de propriété intellectuelle (PI) encourage la recherche et le développement pharmaceutiques (R&D), la crise actuelle a conduit à l'introduction de nouvelles dispositions légales pour faciliter l'utilisation conjointe des technologies protégées par la propriété intellectuelle. Cela accélère la R&D et la production de masse des traitements, diagnostics et vaccins nécessaires. Certains pays ont publié des actes législatifs qui reconnaissent la pandémie comme une urgence sanitaire et facilitent l'octroi de licences non volontaires pour utiliser les technologies existantes (par exemple, le Canada, le Chili, l'Équateur). Les réformes encouragent les titulaires de droits de propriété intellectuelle à partager leurs droits dans un pool et à permettre aux chercheurs et aux entreprises d'entreprendre de nouvelles activités de R&D ainsi que de produire et de fournir des produits anti-COVID-19 dans des conditions de licence raisonnables (CNUCED 2020c).

## Resumé des messages clefs

- ▶ **Développer une réponse stratégique à moyen terme au-delà de la crise immédiate créée par la pandémie de coronavirus (COVID-19).** À la suite du confinement social et d'autres restrictions commerciales conçues pour réduire le taux d'infection, les gouvernements doivent soigneusement réfléchir à la manière de gérer la reprise tout en favorisant l'emploi décent et productif dans le secteur privé.
- ▶ **Les MPME sont particulièrement vulnérables à l'impact de la crise.** De nombreuses MPME auront une capacité réduite de récupération et de survie. Avec moins de ressources financières propres, elles devront pouvoir accéder aux ressources qui leur sont nécessaires et améliorer leur aptitude à répondre aux perturbations du marché.
- ▶ **La crise économique créée par la pandémie de COVID-19 est le résultat des décisions politiques nécessaires prises par les gouvernements face à une menace sanitaire majeure et non à une défaillance des marchés.** La reprise économique crée une opportunité pour des réformes politiques qui garantissent la durabilité et une plus grande résilience économique ainsi qu'un secteur des entreprises plus productif.
- ▶ **Mieux reconstruire.** L'impact économique de la pandémie constitue une opportunité de recentrer les efforts du gouvernement et d'introduire des mesures qui renforcent l'économie, créant un secteur des MPME plus résilient, tout en stimulant la productivité des entreprises et en stimulant une croissance plus inclusive et durable (par exemple, sensible à l'environnement, à faibles émissions de carbone).
- ▶ **Soutenir des réponses entrepreneuriales et innovantes.** Des réformes devraient être introduites pour créer des conditions qui facilitent le démarrage, l'expansion ou la fermeture d'une entreprise (c'est-à-dire l'insolvabilité d'une entreprise). Cela comprend des systèmes qui permettent aux entreprises de reconfigurer leurs offres de produits ou de services et leurs modèles commerciaux en réponse à la crise.
- ▶ **Introduire des réformes numériques dans l'environnement des entreprises.** La numérisation des procédures légales et réglementaires rend la conformité plus accessible, transparente, tout en réduisant le coût de la conformité pour les entreprises. Elle permet également un meilleur accès aux marchés et au commerce numérique tout en supprimant ou en réduisant considérablement le besoin de contacts physiques et augmente l'accès des MPME et de leurs travailleurs dans les zones reculées aux services gouvernementaux.
- ▶ **Faciliter l'accès des MPME aux services financiers pertinents.** La paralysie de l'économie a créé une crise financière, entre autres crises, dans de nombreux pays, et les décideurs devraient réfléchir à la manière dont les réformes du secteur financier peuvent être utilisées pour accroître la liquidité du financement des MPME, tout en améliorant le mécanisme d'extension des paiements en ligne.
- ▶ **Soutenir les réformes fiscales qui encouragent la formalisation et stimulent le développement de nouvelles industries.** Alors que de nombreux gouvernements ont introduit des mesures d'allégement fiscal pour les entreprises dans la sortie immédiate de crise, d'autres améliorations à l'administration fiscale peuvent être introduites à moyen terme, rendant les procédures plus simples, plus transparentes et plus faciles à suivre et à respecter pour les micro et petites entreprises.
- ▶ **Engager les MPME dans la reprise économique.** Faire progresser les programmes de développement des infrastructures et de transition industrielle qui augmenteront la demande de produits et services, tout en améliorant les politiques et procédures de passation des marchés publics qui améliorent la participation des MPME.
- ▶ **Améliorer le commerce et les chaînes d'approvisionnement en maintenant les marchés et la concurrence sur le marché.** Rechercher des opportunités pour soutenir les MPME opérant dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et nationales, en améliorant leur compétitivité et leur accès à de nouveaux marchés. Cela comprendra le renforcement des grappes industrielles et le soutien à l'innovation locale et ancrée dans une mission, ainsi que le renforcement des écosystèmes industriels dans lesquels la productivité des MPME et l'accès aux marchés sont améliorés.

## ► Bibliographie

Baig, Aamer, Bryce Hall, Paul Jenkins, Eric Lamarre, et Brian McCarthy. 2020. "The COVID-19 recovery will be digital: A plan for the first 90 days." *McKinsey Insights* (blog), *McKinsey Digital*. 10 Juin.

<https://www.mckinsey.com/business-functions/mckinsey-digital/our-insights/the-covid-19-recovery-will-be-digital-a-plan-for-the-first-90-days#>.

Bruhn, Miriam, Martin Hommes, Mahima Khanna, Sandeep Singh, Aksinya Sorokina, et Joshua Seth Wimpey. 2017. *MSME finance gap: assessment of the shortfalls and opportunities in financing micro, small, and medium enterprises in emerging markets* Groupe Banque mondiale (Washington, DC). <http://documents.worldbank.org/curated/en/653831510568517947/MSME-finance-gap-assessment-of-the-shortfalls-and-opportunities-in-financing-micro-small-and-medium-enterprises-in-emerging-markets>.

Bull, Greta. 2020, 16 Avril. "The Best Laid Plans... CGAP's Response to COVID-19 (Coronavirus)." *CGAP Leadership Essay Series* (blog), CGAP. 12 Mai. <https://www.cgap.org/blog/cgaps-response-covid-19-coronavirus>.

Dellot, Benedict, et Fabian Wallace-Stephens. 2017. *The self-organising self-employed; Empowering grassroots collaboration in the new economy*. Royal Society for the encouragement of Arts, Manufactures and Commerce (Londres, Royaume-Uni).

Desi, Vyjayanti, Anna Diofasi, et Jing Lu. 2020. "The global identification challenge: Who are the 1 billion people without proof of identity?" *Banque mondiale Opinions* (Blog), *Banque mondiale*. <https://blogs.worldbank.org/voices/global-identification-challenge-who-are-1-billion-people-without-proof-identity>.

Donor Committee for Enterprise Development. 2017. *Technical report: Policies that promote SME participation in public procurement*. DCED (Cambridge, Royaume-Uni).

Fenwick, Colin, John Howe, Shelley Marshall, et Ingrid Landau. 2007. *Labour and labour-related laws in micro and small enterprises: innovative regulatory approaches*. OIT (Genève).

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2020. *Adjusting business models to sustain agri-food enterprises during COVID-19*. FAO (Rome). <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/CA8996EN.pdf>.

Gopinath, Gita. 2020. "Limiting the economic fallout of the coronavirus with large targeted policies." In *Mitigating the COVID economic crisis: Act fast and do whatever it takes*, édité par Richard Baldwin et Beatrice Weder di Mauro. Londres, Royaume-Uni: CEPR Press.

GSMA Association. 2019. *Digital identity and social cash transfers*. GSMA (Londres, Royaume-Uni).

<https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2019/12/Digital-identity-and-social-cash-transfers-Web2.pdf>.

Hamel, Homi Kharas, et Kristofer. 2020. "Turning back the Poverty Clock: How will COVID-19 impact the world's poorest people?" *Future Development* (blog), @ *BrookingsInst*. 11 Mai. <https://www.brookings.edu/blog/future-development/2020/05/06/turning-back-the-poverty-clock-how-will-covid-19-impact-the-worlds-poorest-people/>.

Huang, Y., C. Lin, P. Wang, et Z. Xu. 2020. "Saving China from the coronavirus and economic meltdown: Experiences and lessons." In *Mitigating the COVID economic crisis: Act fast and do whatever it takes*, édité par Richard Baldwin et Beatrice Weder di Mauro. Londres, Royaume-Uni: CEPR Press.

Conférence internationale du travail. 2007. *Conclusions concernant la promotion d'entreprises durables*. Organisation internationale du travail (Genève).

---. 2015a. *Recommandation No. 204 concernant la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle*. OIT (Genève).

---. 2015b. *Résolution concernant les petites et moyennes entreprises et la création d'emplois décents et productifs*. Bureau international du travail (Genève).

---. 2019. *Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail*. OIT.

Organisation internationale du travail. 2013. *Economie informelle et travail décent : Guide de ressources sur les politiques soutenir les transitions vers la formalité*. Bureau international du travail (Genève).

---. 2014. *Policies for the formalization of micro and small enterprises*. Bureau régional de l'OIT pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

---. 29 Avril 2020a. *COVID-19 et le monde du travail*. Bureau international du travail (Genève).

---. 2020b. *COVID-19 et le monde du travail*. OIT (Genève). [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/briefingnote/wcms\\_743146.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/briefingnote/wcms_743146.pdf).

---. 2020c. *La crise du COVID-19 et l'économie informelle: réponses immédiates et défis à relever*. OIT (Genève). [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_protect/---protrav/---travail/documents/briefingnote/wcms\\_745440.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/briefingnote/wcms_745440.pdf).

## ► Note de l'OIT

L'environnement favorable aux entreprises durables et la réponse post-COVID-19

---. 16 Avril 2020d. *Interventions visant à soutenir les entreprises pendant la pandémie de COVID-19 et la reprise*. OIT (Genève).

---. 2020e. *Comment le COVID-19 va-t-il affecter le monde du travail?* Genève: OIT. [https://www.ilo.org/global/topics/coronavirus/impacts-and-responses/WCMS\\_739206/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/topics/coronavirus/impacts-and-responses/WCMS_739206/lang--fr/index.htm) (consulté le 18 mai).

Kshetri, Nir. 2014. "The emerging role of Big Data in key development issues: Opportunities, challenges, and concerns." *Big Data & Society* Juillet-Décembre: 1-20. <https://doi.org/10.1177/2053951714564227>.

Lin, Jesse, et Christian Lannig. 2020. "Here's how global supply chains will change after COVID-19." *The World Economic Forum COVID Action Platform* (blog), *World Economic Forum*. 18 Mai. <https://www.weforum.org/agenda/2020/05/this-is-what-global-supply-chains-will-look-like-after-covid-19/>.

Mahler, Daniel Gerszon, Christoph Lakner, R. Andres Castaneda Aguilar, et Haoyu Wu. 2020. "The impact of COVID-19 (Coronavirus) on global poverty: Why Sub-Saharan Africa might be the region hardest hit." *Banque mondiale Opinions* (Blog), *Banque mondiale*, 20 mai. <https://blogs.worldbank.org/opendata/impact-covid-19-coronavirus-global-poverty-why-sub-saharan-africa-might-be-region-hardest>.

McKinsey Global Institute. 2019. *Digital identification: A key to inclusive growth*. McKinsey Global Institute. <https://www.mckinsey.com/business-functions/mckinsey-digital/our-insights/digital-identification-a-key-to-inclusive-growth>.

Morisson, Arnault, et Mathieu Doussineau. 2019. "Regional innovation governance and place-based policies: design, implementation and implications." *Regional Studies, Regional Science* 6 (1): 101-116. <https://doi.org/10.1080/21681376.2019.1578257>.

Organisation pour la coopération et le développement économique. 2010. *Regulatory reform for recovery; Lessons from Implementation during crises*. OCDE (Paris).

---. 2017. *Coopération pour le développement: Rapport*. OCDE (Paris).

---. 27 Avril 2020a. *Competition policy responses to COVID-19*. OCDE (Paris).

---. 6 Mai 2020b. *Investment promotion agencies in the time of Covid-19*. OCDE (Paris).

---. 30 March 2020c. *SME Policy Responses*. OECD (Paris).

Orth, Maureen. 2020. "We need to solve this": Colombia's amazing race to build a \$1,000 ventilator. *Vanity Fair*. Consulté le 11 juin 2020.

Oxfam. 2020. *Community Engagement During Covid-19; Guidance Note*. Oxfam (Londres, Royaume-Uni). <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/gd-covid-19-oxfam-community-engagement-guide-270420-en.pdf>.

Reinecke, Gerhard, et Simon White. 2004. *Policies for small enterprises; Creating the right environment for good jobs*. Genève: Bureau international du travail.

Rutkowski, M., A. G. Mora, G. L. Bull, B. Guermazi, et C. Grown. 2020. "Répondre à la crise grâce au paiement électronique des prestations sociales : des mesures de court terme pour des bénéficiaires à long terme." *Banque mondiale Opinions* (blog), *Banque mondiale*. 5 mai. <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/repondre-la-crise-grace-au-paiement-electronique-des-prestations-sociales>.

Conférence des nations unies pour le commerce et le développement. Avril 2020a. *The COVID-19 pandemic and the blue economy: New challenges and prospects for recovery and resilience*. CNUCED (Genève).

---. Mars 2020b. *Impact of the COVID-19 pandemic on global FDI and GVCs*. CNUCED (Genève). [https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/diaeiainf2020d3\\_en.pdf](https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/diaeiainf2020d3_en.pdf).

---. 4 Mai 2020c. *Investment policy responses to the COVID-19 pandemic*. CNUCED (Genève).

Conférence des nations unies pour le commerce et le développement. Avril 2020. *How UNCTAD's e-government platform helps countries stay open for business during COVID-19*. CNUCED (Genève). [https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/diae2020inf1\\_en.pdf](https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/diae2020inf1_en.pdf).

Organisation des nations unies pour le développement industriel. 2020. *Qualité et normes dans la lutte contre le COVID-19*. ONUDI (Vienne).

Groupe de la banque mondiale. 13 avril 2020a. *COVID-19 Outbreak: Implications on Corporate and Individual Insolvency*. Banque mondiale (Washington, DC). <http://pubdocs.worldbank.org/en/912121588018942884/COVID-19-Outbreak-Implications-on-Corporate-and-Individual-Insolvency.pdf>.

---. 27 Mars 2020b. *Investment climate policy responses to COVID-19*. Groupe Banque mondiale (Washington, DC). <https://www.worldbank.org/en/topic/investment-climate>.

Pour nous contacter

Organisation Internationale du Travail  
Route des Morillons 4  
CH-1211 Genève 22  
Suisse

E: [eese@ilo.org](mailto:eese@ilo.org)